

TURKEY RIGHTS MONITOR



Numéro 60 | 9-15 août 2021

DÉTENTIONS ET ARRESTATIONS ARBITRAIRES

Tout au long de la semaine, les procureurs ont ordonné la détention d'au moins 37 personnes pour des liens présumés avec le mouvement Gülen. En octobre 2020, un [avis](#) du Groupe de travail des Nations unies sur la détention arbitraire (GTDA) a déclaré que l'emprisonnement généralisé ou systématique de personnes ayant des liens présumés avec le groupe pouvait constituer un crime contre l'humanité. Solidarity with OTHERS a compilé une [base de données](#) détaillée pour suivre les détentions massives liées à Gülen depuis un coup d'État manqué en juillet 2016.

10 août : Des membres de la famille d'anciens chefs de police qui ont mené des opérations de corruption en 2013 contre des hauts fonctionnaires du gouvernement se sont vu [refuser](#) arbitrairement la libération alors qu'ils pouvaient prétendre à une libération conditionnelle, selon les déclarations de leur avocat.

14 août : Arzu Nur Özkan, une enseignante enceinte de sept mois, emprisonnée pour des liens présumés avec le mouvement Gülen, a [déclaré](#) dans une lettre qu'elle a écrite depuis la prison qu'elle craignait pour la vie de son bébé à cause des problèmes de santé qu'elle connaît en raison de conditions carcérales.

DISPARITIONS FORCÉES

Aucune nouvelle de [Yusuf Bilge Tunç](#) et [Hüseyin Galip Küçüközyiğit](#), anciens travailleurs du secteur public qui ont été licenciés par décrets-lois au cours de l'état d'urgence de 2016-2018 et qui ont été signalés disparus respectivement le 6 août 2019 et 29 décembre 2020, dans ce qui semblent être les derniers cas en date d'une

série de [disparitions forcées](#) présumées de critiques du gouvernement depuis 2016.

LIBERTÉ DE RÉUNION ET D'ASSOCIATION

9 août : La police d'Istanbul a brièvement [détenu](#) la militante Nursel Tanrıverdi alors qu'elle organisait un sit-in pour protester contre sa révocation sommaire de son poste dans le secteur public à la suite du coup d'État de 2016.

10 août : La police de Bolu a [bloqué](#) une marche de protestation des travailleurs, arrêtant deux militants syndicaux.

11 août : La police de Şanlıurfa a [arrêté](#) 18 agriculteurs qui protestaient contre un distributeur d'énergie local contre les coupures de courant.

12 août : Le Bureau du gouverneur de Şırnak a [émis](#) une interdiction de tous les rassemblements en plein air pendant une période de 15 jours.

13 août : La police d'Ankara a [bloqué](#) une manifestation de travailleurs, arrêtant 14 personnes.

14 août : La police de Bitlis est [intervenue](#) dans une manifestation, arrêtant 70 personnes.

15 août : Le Bureau du gouverneur de Hakkari a [émis](#) une interdiction de tous les rassemblements en plein air pendant une période de 15 jours.

15 août : Le Bureau gouverneur de Van a [émis](#) une interdiction de tous les rassemblements en plein air pendant une période de 15 jours. L'interdiction est en vigueur sans interruption depuis novembre 2016.

LIBERTÉ D'EXPRESSION ET DES MÉDIAS

9 août : Les procureurs d'Antalya et un commandement de la gendarmerie locale ont [ouvert](#) une enquête sur 66 personnes à la suite de leurs publications sur les réseaux sociaux concernant les incendies de forêt qui ont ravagé la région depuis le 28 juillet.

9 août : Un [rapport](#) de surveillance des médias a indiqué qu'un total de 179 journalistes ont comparu devant le tribunal dans 81 affaires distinctes au cours du deuxième trimestre de cette année, tandis que 16 journalistes ont été détenus.

9 août : Un tribunal de Diyarbakır a [décidé](#) de bloquer l'accès à une adresse Web utilisée par le site pro-kurde JinNews.

10 août : Les procureurs d'Istanbul ont [lancé](#) une enquête sur Ekşi Sözlük, un réseau de discussion en ligne populaire, accusant la plate - forme d'incitation à la haine et à l'hostilité dans la société et incitant les gens à commettre des crimes en raison d'un poste sur le réseau.

10 août : L'organisme de surveillance de la radiodiffusion RTÜK a [infligé](#) des amendes à six chaînes de télévision en raison de la façon dont elles ont couvert les incendies de forêt dans les provinces du sud et de l'ouest.

11 août : Un tribunal d'Adana a [condamné](#) le journaliste İbrahim Karakaş à neuf ans et neuf mois de prison pour appartenance à une organisation terroriste. Karakaş a nié les accusations et a déclaré qu'il était poursuivi pour son travail de journaliste au journal pro-kurde Yeni Yaşam.

11 août : Un membre du parti au pouvoir ayant des liens avec des djihadistes radicaux a [menacé](#) le journaliste Murat Ağirel.

12 août : La police de plusieurs provinces du sud, du sud-est et de l'est a [arrêté](#) 59 personnes en raison de leurs publications sur les réseaux sociaux contenant prétendument de la propagande terroriste.

12 août : Un tribunal de Diyarbakır a [décidé](#) de bloquer l'accès à une adresse Web utilisée par l'agence de presse pro-kurde Etkin.

12 août : Les autorités ont [bloqué](#) l'accès aux informations faisant état d'allégations impliquant un homme d'affaires éminent.

13 août : Un tribunal de Van [condamne](#) le journaliste Hikmet Tunç à huit mois et 22 jours de prison pour avoir insulté le syndic nommé par le gouvernement pour remplacer le maire élu d'une commune.

13 août : La police de Diyarbakır [arrête](#) le journaliste Beritan Canözer qui travaille pour le journal pro-kurde JinNews.

13 août : La Cour constitutionnelle a [jugé](#) que les juridictions inférieures avaient violé la liberté d'expression de l'administrateur de l'université Oğuz Demirkaya en le condamnant à un an et deux mois de prison pour un commentaire qu'il avait publié dans un article de presse en ligne.

15 août : La police de Bursa a [arrêté](#) quatre personnes en raison de leurs commentaires sur les réseaux sociaux.

15 août : Un tribunal d'Ardahan a [décidé](#) de bloquer l'accès au compte Twitter d'un utilisateur populaire.

MINORITÉ KURDE

9 août : Un tribunal de Diyarbakır a [décidé](#) de bloquer l'accès à une adresse Web utilisée par le site pro-kurde JinNews.

10 août : La police de Kars a [arrêté](#) cinq membres et dirigeants du HDP pour des accusations liées au terrorisme.

11 août : Un tribunal d'Adana a [condamné](#) le journaliste İbrahim Karakaş à neuf ans et neuf mois de prison pour appartenance à une organisation terroriste. Karakaş a nié les accusations et a déclaré qu'il était poursuivi pour son travail de journaliste au journal pro-kurde Yeni Yaşam.

12 août : La police de plusieurs provinces du sud, du sud-est et de l'est a [arrêté](#) 59 personnes en raison de leurs publications sur les réseaux sociaux contenant prétendument de la propagande terroriste.

12 août : Un tribunal de Diyarbakır a [décidé](#) de bloquer l'accès à une adresse Web utilisée par l'agence de presse pro-kurde Etkin.

13 août : Un tribunal de Van [condamne](#) le journaliste Hikmet Tunç à huit mois et 22 jours de prison pour avoir insulté le syndic nommé par le gouvernement pour remplacer le maire élu d'une commune.

13 août : La police de Diyarbakır [arrête](#) le journaliste Beritan Canözer qui travaille pour le journal pro-kurde JinNews.

13 août : La police de Mardin a [détenu](#) le jeune membre local du HDP Çektar Ermiş.

15 août : La police de Batman a [arrêté](#) trois dirigeants locaux du HDP.

15 août : La police de Mardin a [arrêté](#) sept personnes, dont des dirigeants locaux du HDP.

AUTRES MINORITÉS

11 août : Apple a [retiré](#) l'application de Hornet, le premier réseau social gay au monde avec plus de 30 millions d'utilisateurs, de sa boutique en Turquie, conformément au verdict rendu en août 2020 par un tribunal turc.

13 août : Des individus inconnus à Istanbul ont [attaqué](#) une maison de prière alaouite (Cemevi). Deux personnes ont par la suite été arrêtées en lien avec l'attaque.

CONDITIONS DE DÉTENTION

11 août : Hatice Özçelik, l'épouse du détenu malade İsmet Özçelik qui est détenu derrière les barreaux à Denizli, a [tweeté](#) que l'administration pénitentiaire continuait de priver son mari de médicaments essentiels pour le cœur et le diabète.

13 août : Une administration pénitentiaire de Kocaeli a [refusé](#) un traitement au détenu Bülent Kaya après qu'il a refusé l'hospitalisation menotté.

RÉFUGIÉS ET MIGRANTS

9 août : Fred Kajjubi, un dissident ougandais résidant en Turquie, a été [arrêté](#) pour des motifs non identifiés. Les groupes de défense des droits ougandais ont rassemblé leurs collègues pour demander au gouvernement turc et aux Nations Unies de bloquer toute extradition potentielle de Kajjubi vers l'Ouganda où il risque d'être

persécuté en raison de ses critiques à l'égard du gouvernement ougandais.

10 août : Un groupe d'individus à Ankara [attaque](#) des maisons, des magasins et des véhicules appartenant à des réfugiés syriens.

10 août : Selon les [médias](#), la Turquie n'a pas été en mesure de fournir une éducation à 397 253 enfants réfugiés syriens au cours de l'année scolaire 2019-2020.

TORTURE ET MAUVAIS TRAITEMENTS

9 août : [Orhan İnandı](#), un éducateur turco-kirghize envoyé du Kirghizistan par les services de renseignement turcs, a été torturé et son bras droit cassé à trois endroits par des agents de sécurité, a annoncé sa femme sur Twitter.

9 août : La police d'Ağrı a [agressé](#) physiquement deux personnes lors d'une perquisition à domicile.

11 août : Les gardiens d'une prison de Bayburt ont [agressé](#) physiquement et verbalement le détenu Neslihan Çetin.

12 août : Les gardiens d'une prison de Diyarbakır ont [agressé](#) physiquement le détenu Kurbanî Özcan.

13 août : La police d'Adana a [braqué](#) une arme sur la tête d'une fillette de 12 ans lors d'une perquisition à domicile.

RÉPRESSION TRANSNATIONALE

9 août : Le boxeur turc Ünsal Arık, basé à Berlin, a [annoncé](#) dans une vidéo sur Twitter qu'il avait été agressé par plusieurs assaillants. Dans le passé, le boxeur critique du gouvernement a été la cible de plusieurs attaques et protestations d'individus et de groupes pro-gouvernementaux.

10 août : Un tribunal allemand a [rejeté](#) les demandes d'asile déposées par l'universitaire Sinem Mut et l'étudiant diplômé Anıl Kaya, tous deux condamnés par les tribunaux turcs à six ans et trois mois de prison pour leur participation à des manifestations. Mut et Kaya sont confrontés à une expulsion potentielle vers la Turquie.

12 août : Des tirs de l'armée turque [tuent](#) un agriculteur kurde irakien dans le nord de l'Irak.